

7 mai 78

DANS L'OPPOSITION

M. Mitterrand : je ne pense pas du tout que M. Giscard d'Estaing ait l'intention de trahir la Constitution

M. François Mitterrand, qui était samedi 4 mars le rédacteur en chef inattendu de R.T.L., a de nouveau évoqué le problème du fonctionnement des institutions dans l'éventualité d'une victoire électorale de l'opposition. Il a déclaré :

« C'est le président qui désigne. Il pourra désigner les personnes qu'il voudra, à condition d'appliquer cette politique-là (N.D.L.R.): la politique d'un gouvernement de gauche. Si le président de la République reste accroché sur cet usage, qui n'est pas constitutionnel, du secteur réservé, et veut, en somme, imposer ses décisions à celles du gouvernement, c'est-à-dire, en somme, si le président de la République voulait trahir la Constitution, on se trouverait dans une situation extrêmement difficile. Mais je ne suppose pas du tout que M. Giscard d'Estaing ait cette intention, et il semble bien avoir adopté l'attitude qui convenait, dans son discours de Verdun-sur-le-Doubs, lorsqu'il a dit : la nouvelle politique sera appliquée. »

Le premier secrétaire du P.S. a également indiqué que, en cas de victoire de la gauche le 19 mars, « il faudra bien que les partis de gauche acceptent leurs responsabilités et se préparent à gouverner », mais il a précisé une fois de plus :

« Pas de discussions à perte de vue sur le programme dans les vingt-quatre heures précédant la clôture des inscriptions pour le second tour. Il faut être sérieux. Il sera temps après le 19 de met-

tre au point des textes souvent sérieux et compliqués. »

Dans une interview que le journal la Montagne publie lundi 6 mars, M. Mitterrand déclare que, en cas de victoire de la gauche, « la solidarité gouvernementale ne sera pas un vain mot ». Il affirme d'autre part :

« Si la victoire nous tournait le dos, si les dirigeants communistes ne comprennent pas l'attente des travailleurs et de la majorité des Français, il va de soi que le parti socialiste continuerait son combat dans l'opposition, cependant que le parti communiste aurait à supporter les conséquences de la dramatique responsabilité historique qu'il aurait prise. »

Au début d'une tournée à travers les principales communes de sa circonscription, le député de la Nièvre a reproché, dimanche 5 mars, à M. Barre d'avoir « organisé lui-même une campagne alarmiste sur le franc ». Il a regretté que l'on n'ait pas accepté de débattre avec lui, au niveau national, des « problèmes sérieux qui occupent la France », et il a ajouté :

« Chaque fois, on a répondu par des accusations et des sarcasmes. On peut nous reprocher de proposer beaucoup, mais eux, à droite, ils ne proposent rien. Leur seul argument, c'est de dire : « Gardez-nous. » Mais pour quoi faire ? Ils ajoutent : « La même » chose. » Ce n'est pas encourageant. »